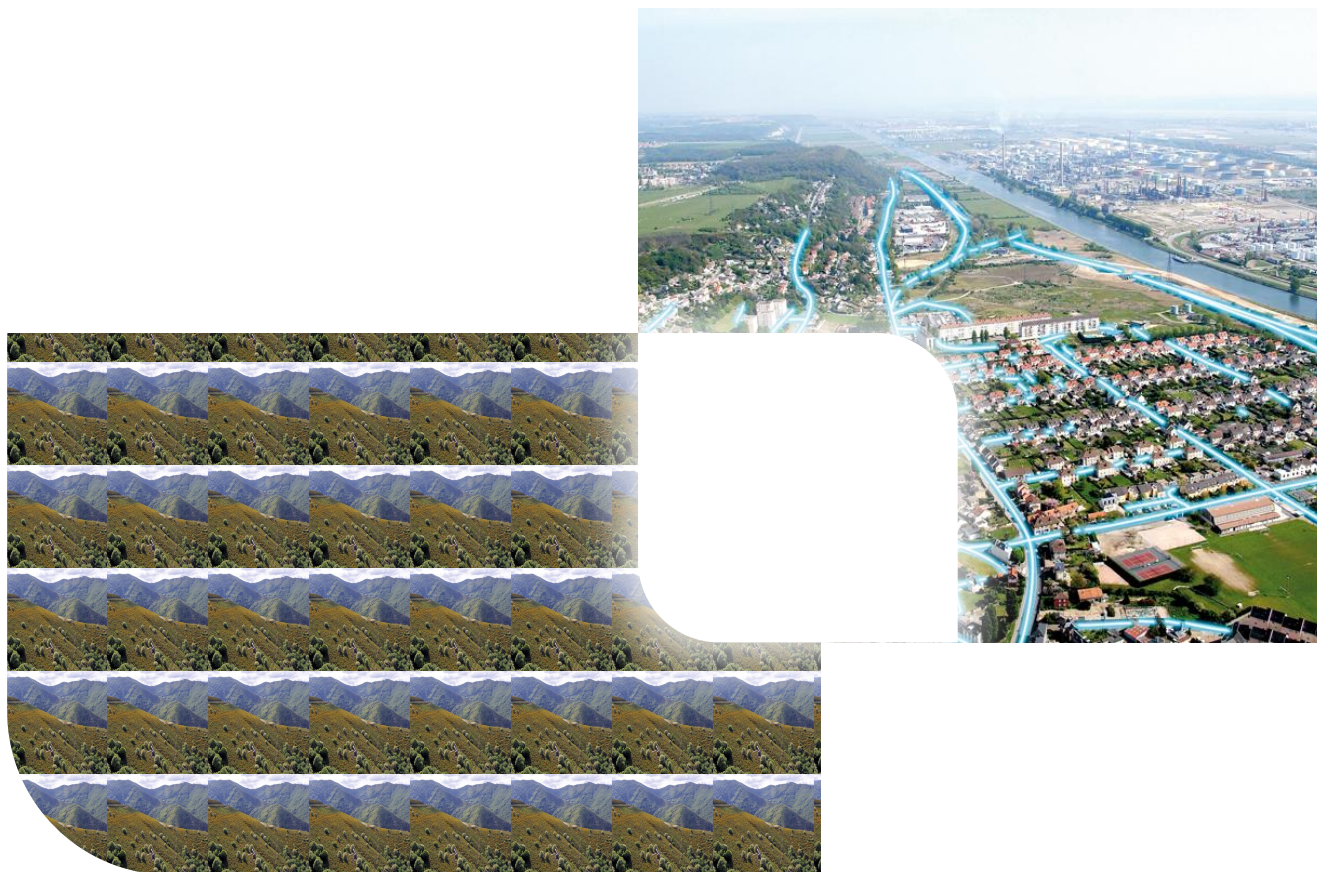


ANALYSE DU MARCHÉ 6 SERVICES DE CAPACITÉ

RÉPONSE À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
26 MARS 2014



PROPOS INTRODUCTIFS

Dans sa réponse à la présente consultation, Axione souhaite partager avec l'ARCEP la contribution positive des actions et des investissements réalisés par les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) dont elle assure la gestion, à la progression des accès haut et très haut débit, à l'instauration d'une concurrence dynamique et pérenne, à la montée en débits et en services des territoires au profit immédiat du consommateur final, entreprises, établissements publics et particuliers.

Axione attire l'attention de l'ARCEP sur l'impact spécifique de la régulation du marché 6 dans l'écosystème vertueux mis en place par les RIP. Les décisions qui vont être prises dans le cadre de cette analyse de marché auront un impact décisif sur l'aménagement des territoires.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE D'AXIONE

Axione est née de la dynamique impulsée par la loi sur la confiance en l'économie numérique, notamment de son article L1425-1 autorisant les collectivités territoriales à devenir opérateurs de télécommunication pour accélérer l'aménagement numérique de leur territoire.

Axione n'exerce aucune activité de détail mais stimule, par son métier d'opérateur de gros, la concurrence et l'innovation en facilitant et en accompagnant l'arrivée des opérateurs sur les territoires. Aujourd'hui Axione travaille avec près de 150 opérateurs de toute taille (internationaux, nationaux et locaux).

Investie d'une mission de service public, Axione, avec ses partenaires financiers, s'engage auprès de nombreuses collectivités, pour les accompagner dans leur aménagement numérique à long terme.

Axione opère 15 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat qui représentent plus de 500 millions d'euros d'actifs en gestion. Axione, comme les autres titulaires de RIP, a un rôle essentiel dans le désenclavement numérique des zones semi-urbaines et rurales et contribue à donner aux territoires les moyens de leur développement (emploi, compétitivité, attractivité, services).

CADRE D'INTERVENTION DES RÉSEAUX D'INITIATIVE PUBLIQUE

Depuis 2004, les collectivités territoriales ont la faculté d'établir et d'exploiter, seules ou en groupement, sur leur territoire, des infrastructures et des réseaux de communications électroniques (art. L1425.1 du Code Général des Collectivités Territoriales). Pour y parvenir, elles utilisent le plus souvent la technique juridique des Délégations de Service Public (DSP) et remplissent ainsi la fonction d'opérateur d'opérateurs, en mettant les infrastructures établies à la disposition d'autres opérateurs, dans la logique d'une politique de mutualisation d'infrastructures publiques. Ces RIP jouent un rôle essentiel dans l'aménagement numérique du territoire national et l'extension de la couverture en haut et très haut débit.

L'intervention des RIP s'effectue dans le cadre de la gestion d'un service public local, sur un périmètre correspondant au territoire d'intervention de la personne publique avec le double objectif de permettre l'accès universel concurrentiel au haut débit en tout point du territoire et de stimuler l'accès concurrentiel haut et très haut débit des professionnels par la disponibilité d'offres de gros de services de communication électronique pour la population des opérateurs. Leur action est régie notamment par les conditions suivantes :

- Pas d'intervention sur le marché de détail ;
- Couverture dite « universelle » du territoire ;
- Tarification des services indépendante de la localisation ;

- Catalogue tarifaire validé par la collectivité.

Le profil économique des sociétés délégataires de service public se caractérise notamment par :

- un fort investissement multi technologique (collecte notamment) initial et récurrent sur un périmètre contractuellement défini (raccordements clients principalement) ;
- des flux d'exploitation composés de charges fixes et variables ;
- des recettes perçues auprès des opérateurs grâce à la vente d'offres de gros de communications électroniques principalement sous forme de location, ou sous forme d'IRU dans une moindre mesure ;
- une rentabilité de très long terme (20 ans) du capital immobilisé.

Le segment Entreprise contribue significativement à l'économie d'un RIP. **Axione est ainsi très attentif à ce que les choix de régulation puissent permettre d'encourager durablement les investissements dans les accès de gros sur fibre optique tout particulièrement dans les zones moins denses.**

CONTRIBUTION D'AXIONE À LA CONSULTATION PUBLIQUE

Question 1 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité du segment terminal : délimitation du marché, pertinence pour une régulation ex ante, influence significative exercée par Orange et remèdes.

Axione souhaite que soit précisée **la définition du marché pertinent étant entendu comme le marché de gros des services de capacité du segment terminal**. Cette définition ne doit pas introduire une barrière artificielle dans la

régulation entre des marchés substituables pour des offres de gros, que ce soit sur technologie fibre ou cuivre, au seul regard de la GTR. En effet, cette barrière est de nature à générer des incertitudes quant à la tarification des services de capacité, ce qui peut décourager les investissements.

Nous souhaitons que l'ARCEP prenne en compte une définition élargie à tous les services de capacité bénéficiant de GTR inférieure ou égale à 10h (*modification de l'article 1*).

Question 2 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critères de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment terminal sur cuivre.

Axione rejoint l'ARCEP sur **l'importance de différencier géographiquement les leviers de régulation et les remèdes**. Toutefois, Axione attire l'attention de l'ARCEP concernant la définition d'une zone effective et pérenne de concurrence par les infrastructures qui nous semble difficile à appréhender, notamment en raison du fait que :

- dans le cadre de l'activité des RIP, les contrats de délégation de service public ont une durée déterminée ;
- même en situation de concurrence, l'opérateur historique conserve des parts de marché importantes, son envergure nationale lui permettant de proposer des tarifs compétitifs bénéficiant d'un effet de péréquation entre des zones à très forte densité et les zones moins denses.

Axione est favorable à la mise en œuvre effective du principe du tarif de non-éviction proposé par l'ARCEP pour encadrer les offres de l'opérateur exerçant une influence significative comme l'analyse de marché précédente le préconisait. En ce sens, le tarif de non-éviction doit permettre à un opérateur alternatif d'offrir ses services **dans un environnement de marché encourageant l'investissement**

dans les infrastructures. La tarification des services de gros de l'opérateur dominant est donc un référentiel déterminant pour rendre effectif de tels objectifs.

Cependant pour définir ce principe de non-éviction, le cadre réglementaire actuel s'appuie sur les coûts de production d'un opérateur dit « efficace » c'est-à-dire intervenant à la fois sur les marchés professionnel et grand public, de gros et de détail, et disposant à minima d'une part de marché de 20% sur le territoire national. Il nous paraît en conséquence légitime de repositionner la notion d'opérateur efficace à l'échelle infranationale. En ce sens, Axione souhaite que l'ARCEP étudie la possibilité d'établir un tarif de non-éviction par zone géographique.

Par ailleurs, la limite temporelle qui distingue les zones ZCRIC et ZCEIC apparaît difficilement transposable aux caractéristiques technico-économiques d'un RIP dont l'intervention est horizontale (tous les segments de marché, tous les services de gros) et non verticale (grossiste et détaillant tous marchés). De plus, elle ne peut intégrer la durée d'existence d'un RIP (durée du contrat entre le RIP et la collectivité) nécessaire pour atteindre un niveau de rentabilité « raisonnables » des investissements (principe du bénéfice raisonnable) en contrepartie des obligations de service public. L'économie du RIP a ainsi été bâtie sur une durée de vie déterminée nécessaire à la rentabilisation des investissements privés consentis. Toute réduction de durée érode la capacité du RIP à générer une activité suffisante pour respecter les ratios économiques attendus. **Il est donc difficile de définir une période déterminée de « 6 à 9 ans » comme jalon universel pour marquer le passage à une concurrence effective au sein d'un territoire.**

Dans sa recommandation, l'Autorité propose ainsi qu'à l'issue d'une période de 6 à 9 ans, un RIP bascule automatiquement en zone ZCEIC où Orange n'a plus d'obligation tarifaire, cette appréciation temporelle s'entendant par zone arrière de NRA.

Compte tenu de la péréquation tarifaire imposée sur le territoire de la délégation de service public, le RIP aurait le choix entre deux stratégies possibles de positionnement tarifaire de son offre de gros :

1. conserver sur les NRA dégroupés depuis plus de 6 à 9 ans un positionnement tarifaire identiques à celui en zone de concurrence récente (ZCRIC), ce qui dépositionnerait l'offre de services RIP par rapport à la concurrence et entrainerait sur ces NRA la migration des clients RIP;
2. appliquer sur les nouveaux NRA dégroupés (depuis moins de 6 à 9 ans) les tarifs pratiqués en zone de concurrence établie (ZCEIC), ce qui éroderait significativement la rentabilité des investissements des RIP, d'autant plus que les NRA dégroupés par les RIP sont des NRA de petite taille.

Ce système risque donc dans son ensemble de réduire la capacité des RIP à poursuivre leur investissement alors même que le dégroupage continue d'être un moteur du marché dans les zones les moins denses.

Au regard de ce qui précède, Axione est favorable à une distinction de la régulation selon 2 zones :

- Une zone où Orange est le seul opérateur à pouvoir proposer des offres bitstream cuivre spécifiques entreprises (monopole local d'Orange). Dans cette zone le principe de régulation serait celui d'une tarification reflétant les coûts
- Une zone où au moins un opérateur tiers est en mesure de proposer une offre alternative aux offres bitstream cuivre spécifiques entreprises d'Orange. Dans cette zone, le principe de régulation serait celui d'une tarification dite « de non éviction » au niveau d'une zone géographique pertinente.

A défaut de retenir ce principe, Axione est favorable à une détermination de la période durant laquelle le territoire concerné est qualifiée de ZCRIC calée sur la durée restante du contrat de concession.

Axione souhaite apporter sa contribution à l'élaboration du modèle permettant de déterminer le tarif de non-éviction.

Question 3 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critères de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment terminal sur fibre optique.

A titre liminaire, nous rappellerons que l'approche concernant le niveau de concurrence effective doit être appréhendée dans son ensemble. En effet, la position de l'opérateur exerçant une influence significative sur une zone donnée s'apprécie à l'aune non seulement de ses accès BLOD construits et activés sur le marché de détail, mais aussi des parts de marché qu'il réalise grâce à la boucle locale cuivre.

Plus encore que dans le cas de la régulation du bitstream cuivre à destination des entreprises, il est primordial de protéger et d'encourager les investissements consentis par les opérateurs alternatifs, et en premier lieu les RIP dont l'action permet d'éviter durablement une fracture de compétitivité du tissu économique des zones moins denses. Ce principe est d'autant plus déterminant que le marché des accès fibre à destination des entreprises représente des volumes d'investissement très importants dont la rentabilité est inscrite sur des cycles longs.

Depuis 24 mois, Axione constate une croissance significative des demandes d'accès fibre des entreprises de 50 salariés et moins qui représentent 95% des entreprises d'un département français moyen. Ce constat engendre une dynamique d'investissement qui accompagne la montée en débits, les nouveaux usages sur les

segments de marché les plus bas (entreprises de moins de 50 salariés) très peu adressés en propre par le marché tout particulièrement en zone moins dense.

Axione est dès lors favorable au principe d'une régulation qui donne de la prévisibilité aux projets d'investissement à l'échelle local et encourage la concurrence par les infrastructures comme moteur de l'animation concurrentielle.

Concernant le nouveau projet d'analyse de marché, nous notons les points suivants :

- i. Un principe de non-éviction est acté par l'Autorité au travers d'une distinction entre ZCEIO et ZCIIO protégeant ainsi les investissements réalisés ou à venir
- ii. les trois critères définissant la zone de concurrence effective (ZCEIO) proposée dans la présente consultation publique sont destinés à figer temporairement une première zone de concurrence effective par les infrastructures optiques, qu'ils resteront stables tant que le modèle de non-éviction n'aura pas été établi (probablement durant le présent cycle d'analyse de marché) et que ces critères temporaires limitent la ZCEIO à quelques communes au niveau national
- iii. un travail est engagé par les services de l'Autorité en lien avec les acteurs du marché afin de déterminer un modèle topologique et un modèle de coût permettant d'éviter des comportements prédateurs de l'opérateur exerçant une influence significative et d'encourager ainsi les investissements dans les infrastructures. Ce travail se déroulera sur la présente période d'analyse de marché (18 mois à minima).

Dans ce contexte, Axione s'accorde avec l'Autorité sur ces dispositions transitoires et sollicite l'Autorité pour contribuer à l'élaboration du modèle de non-

éviction qui servira de référentiel et à tous indicateurs pertinents pour qualifier la situation concurrentielle d'un territoire.

Dans le cadre spécifique des RIP, les accès sur fibre optique relèvent d'obligations de service public, notamment concernant l'équité géographique d'accès aux offres et la péréquation tarifaire. Pour remplir ces obligations, le RIP a investi sur la desserte (accès) mais aussi sur la collecte (transport) notamment pour les territoires ruraux.

Au vu de la contribution des RIP à la progression des accès de gros entreprise sur support fibre, cette spécificité doit être pleinement intégrée dans le modèle de non-éviction.

Nous souhaitons également attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que :

- i. Il est important que le modèle intègre pleinement l'ensemble des coûts supportés par l'opérateur tout particulièrement sur des territoires moins denses (raccordement du site, niveau des charges d'exploitation et de commercialisation, frais financiers, surcoût gtr...)
- ii. l'existence d'une véritable concurrence entre les acteurs tient également à la préservation de la valeur. Il faut dès lors insister sur le caractère prépondérant du niveau de recettes retenu, étant entendu que là où les coûts seraient supérieurs aux recettes, un opérateur alternatif serait dès lors en situation d'éviction. Il nous paraît important que l'ARCEP prenne en compte dans le modèle de régulation une anticipation du comportement tarifaire d'Orange.

Question 4 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité des segments interurbains interterritoriaux : délimitation du marché, pertinence pour une régulation ex ante, influence significative exercée par Orange et GCN (selon les segments) et remèdes.

Sans objet pour Axione.

Question 5 : les acteurs sont invités à formuler des observations quant aux conditions et à l'impact de la commercialisation possible d'offres de capacité sur le câble SSCS.

Sans objet pour Axione.